



Regards Sur La Migration Irrégulière  
Des Sénégalais :  
Vouloir Faire Fortune en Europe  
Avec des Pirogues De Fortune

*Serigne Mansour Tall*  
*Aly Tandian*

---

**CARIM Notes d'analyse et de synthèse 2010/50**

---

**Série sur la migration irrégulière**  
**Module Socio-Politique**



**CARIM**  
**Consortium euro-méditerranéen pour**  
**la recherche appliquée sur les migrations internationales**

**Notes d'analyse et de synthèse – Série sur la migration irrégulière**  
**module socio-politique**  
**CARIM-AS 2010/50**

**Regards sur la migration irrégulière des Sénégalais :**  
**vouloir faire fortune en Europe avec des pirogues de fortune**

Serigne Mansour Tall (1) & Aly Tandian (2)

Chargé de programme, ONU-Habitat, Dakar (1) Enseignant -  
Chercheur, université Gaston Berger de Saint-Louis (2)

Cette publication fait partie d'une série de communications sur le thème de la migration irrégulière préparées dans le cadre du projet CARIM et présentées lors d'une rencontre organisée par le CARIM à Florence : "La migration irrégulière vers et à travers les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée" (6 - 8 juillet 2008).

Ces articles ont également été discutés à l'occasion d'une autre rencontre entre décideurs politiques et experts sur le même thème (25 - 27 janvier 2009). Les résultats de ces discussions ont été publiés séparément. L'ensemble des papiers sur la migration irrégulière est disponible à l'adresse suivante : <http://www.carim.org/ql/MigrationIrreguliere>.

© 2010, Institut universitaire européen  
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Ce texte ne peut être téléchargé et imprimé, en un seul exemplaire, que pour un usage strictement personnel et non collectif.

Toute autre reproduction, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à : [carim@eui.eu](mailto:carim@eui.eu)

Dans les citations et références, ce texte doit être mentionné comme suit :

[Prénom et nom de(s) auteurs(s)], [*titre*], série : "CARIM AS", [n° de série],  
Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) :  
Institut universitaire européen, [année de publication].

Les opinions exprimées dans cette publication ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position de l'Union européenne

Institut universitaire européen  
Badia Fiesolana  
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)  
Italie

[http : //www.eui.eu/RSCAS/Publications/](http://www.eui.eu/RSCAS/Publications/)  
[http : //www.carim.org/Publications/](http://www.carim.org/Publications/)  
[http : //cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp](http://cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp)

## **CARIM**

Le Consortium Euro-Méditerranéen pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales (CARIM) a été créé à l'Institut universitaire européen (IUE, Florence) en février 2004. Il est co-financé par la Commission européenne, DG AidCo, actuellement au titre du Programme thématique de coopération avec les pays tiers en matière de migrations et d'asile.

Dans ce cadre, le CARIM a pour objectif, dans une perspective académique, l'observation, l'analyse et la prévision des migrations dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne (signifiée par « la région » dans le texte ci-dessous).

Le CARIM est composé d'une cellule de coordination établie au Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS) de l'Institut Universitaire Européen et d'un réseau de correspondants scientifiques établis dans les 17 pays d'observation : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Palestine, Sénégal, Soudan, Syrie, Tchad, Tunisie et Turquie. Tous sont étudiés aussi bien comme pays d'origine, de transit que d'immigration. Des experts externes provenant des pays de l'Union européenne et des pays de la région contribuent également à ses activités.

Le CARIM conduit les activités suivantes :

- Base de données sur les migrations méditerranéennes et subsahariennes ;
- Recherches et publications ;
- Réunions d'experts et rencontres entre experts et décideurs politiques ;
- Ecole d'été sur les migrations ;
- Information

Les activités du CARIM couvrent trois dimensions majeures des migrations internationales : économique et démographique, juridique et sociopolitique.

Les résultats des activités ci-dessus sont mis à la disposition du public par le site Web du projet : [www.carim.org](http://www.carim.org)

### *Pour plus d'information*

Consortium Euro-Méditerranéen pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales  
Centre Robert Schuman  
Institut universitaire européen (IUE)  
Convento  
Via delle Fontanelle 19  
50014 San Domenico di Fiesole  
Italie  
Tél : +39 055 46 85 878  
Fax : + 39 055 46 85 755  
Email : [carim@eui.eu](mailto:carim@eui.eu)

### **Robert Schuman Centre for Advanced Studies**

[http : //www.eui.eu/RSCAS/](http://www.eui.eu/RSCAS/)

## **Résumé**

Avec une agriculture peu rentable à cause des sols peu fertiles et des précipitations irrégulières mais aussi du fait du désengagement de l'État de ce secteur au début des années 80 imposé par les programmes d'ajustement structurel, de nombreuses populations sénégalaises rurales ont émigré vers les centres urbains pour échapper à la pauvreté endémique. Dans ces villes, les migrants deviennent de simples acteurs du secteur informel où ils cohabitent avec des citoyens victimes de déflations, de licenciements, de fermeture d'entreprises, etc. L'émigration vers d'autres pays devient dans ce contexte une alternative au dénuement économique.

Ce papier met en exergue le voyage des sénégalais qui utilisent des pirogues de fortune dans l'espoir d'atteindre l'Europe via les îles canaries. L'auteur analyse les motivations sous-tendant ces itinéraires « irréguliers » ou « illégaux » et met en lumière les stratégies ainsi que les ressources que ces migrants utilisent pour partir.

## **Abstract**

As agriculture is becoming unprofitable with only partially productive land and irregular precipitation, not to mention the disengagement of the state-imposed structural adjustment programmes, many rural Senegalese have moved to urban centers to escape poverty. In these towns, they become informal sector workers where they coexist with the urban victims of deflation, layoffs, business closures, and so on. Thus, emigration to other countries becomes an alternative to economic deprivation.

The paper focuses on the Senegalese who embark on “fortune seeking pirogues”, hoping to reach Europe via the Canary Islands. The author analyses the motivations of these ‘irregular’ or illegal migratory itineraries and sheds light on the strategies and resources that they employ in order to leave.

## Introduction

Avec une agriculture peu rentable à cause des sols peu fertiles et des précipitations irrégulières mais aussi du fait du désengagement de l'État de ce secteur au début des années 80 imposé par les programmes d'ajustement structurel, de nombreuses populations sénégalaises rurales ont émigré vers les centres urbains pour échapper à la pauvreté endémique. Dans ces villes, elles grossissent les occupants pauvres des bidonvilles et deviennent de simples acteurs du secteur informel où elles cohabitent avec des citoyens victimes de déflations, de licenciements, de fermeture d'entreprises, etc. Ainsi, la migration est devenue une alternative au dénuement économique, un moyen de promotion sociale. Mais à ce schéma linéaire et quelque peu déterministe va émerger au cours des années 2000, une nouvelle forme de migration que la presse a qualifiée hâtivement de clandestine comme si les autres départs étaient réguliers. Cette migration irrégulière mais surtout risquée est apparue dans un contexte de verrouillage des destinations Européennes dont le dernier jalon correspond aux événements de Ceuta et Melilla. Les départs clandestins vont refluer vers les Sud en passant par le Sahara, Nouadhibou, la côte atlantique Nord, centre et sud du Sénégal. Nouadhibou, Saint Louis, Thiaroye et plus tard Mbour et la Casamance deviendront les portes de l'Europe pour ces jeunes candidats au départ qui tentent comme ils disent le tout pour le tout : « rejoindre les îles Espagnoles ou périr », « Barça ou Barsaax » Barcelone ou le purgatoire.

Au niveau du système des représentations locales, des phototypes sont fréquemment évoqués lorsqu'il est question de parler de la migration. Elle n'est pas seulement synonyme d'accès à un travail stable et un revenu conséquent mais elle symbolise quelquefois la voie à emprunter pour faire fortune et acquérir en même temps aux yeux de ses pairs un prestige social. Cette possibilité d'ascension justifie dans l'imagerie populaire l'énormité des risques encourus pour emprunter des filières que Tall (M.C. Diop, 2008 : 21) qualifie de filières du désespoir.

Notre réflexion se penche sur les populations sénégalaises qui, à partir d'un imaginaire construit et sous la contrainte de pressions sociales, matérielles et économiques, prennent des pirogues de fortune pour rejoindre l'Europe par les îles Canaries. Qu'est-ce qui motive ces migrations « irrégulières » / « clandestines » des Sénégalais ? Comment s'effectuent leurs voyages ? Quelles sont les ressources et stratégies mobilisées pour partir ? Est-il possible de comprendre ces flux migratoires en interrogeant l'histoire des migrations sénégalaises ? Ce texte tente d'apporter des réponses à ces questionnements fort complexes et quelquefois peu interrogés.

## 1. La migration dans la conscience collective des Sénégalais

Au Sénégal, la migration est au centre des discussions des populations et au cœur de l'actualité. Phénomène social majeur, son importance s'est davantage accrue avec le phénomène sensationnel de migration par les pirogues. Elle est devenue un des rares thèmes de discussion avec les séances de lutte capable de réunir toutes les franges locales quels que soient l'âge, le sexe, le groupe ethnique, le niveau scolaire, le statut professionnel, etc. C'est ainsi que dans les journaux sénégalais, il est récurrent de lire dans la rubrique réservée aux "Faits divers" des scènes affairant à la question du voyage comme en témoignent ceux-ci : « *Abus de confiance : Il vend les 20 tonnes de ciment de la dame et voyage en Espagne* (Le Soleil du mercredi 31 octobre 2007) ; « *Escroquerie sur un visa d'Espagne : le rêve de Sana s'arrête à Kayar* » (L'Office du samedi 25 août 2006) ; « *Le marabout perd 2 millions de francs dans une histoire de visas* » (Le Soleil du jeudi 16 août 2007) ; « *Six mois de prison dont un ferme pour tentative d'escroquerie : Sur la route de la France, la prison* » (Le Quotidien du mercredi 31 mai 2006) ; « *Escroquerie au visa : un plaignant traîne son beau-père en justice* » (L'Office du vendredi 11 janvier 2008).

La récurrence de ces "Faits divers" relative au voyage à travers les émissions et les articles de la presse écrite et audiovisuelle s'explique par l'envie de partir qui affecte toutes les couches sociales et tous les âges d'autant plus qu'elle est fortement présente dans le système langagier où de nombreux proverbes font l'apologie du voyage ou tout simplement de la migration et des migrants. À titre d'exemples, s'il est devenu fort itératif d'entendre dire chez les Haalpulaar de la Vallée du Fleuve Sénégal « *Les Haalpulaar savent où ils sont nés mais ne savent pas où ils seront enterrés* » ; « *Si tu as un fils laisse le partir, un jour il reviendra soit avec de l'argent soit avec le savoir ou bien avec les deux* » ; « *Mieux vaut souffrir à l'étranger que de rester pauvre chez soi* » ; « *Il faut avoir de l'argent ou mourir loin de chez soi* » ; « *Mieux vaut être pauvre et souffrir en situation migratoire que de rester misérable chez soi* » ; les populations Wolof, quant à elles, se plaisent à dire « *Celui qui ne voyage pas ne connaîtra jamais là où il fait meilleur à vivre* » ou encore « *Celui qui rentre d'un voyage et devient vilain, n'était pas beau dans le pays où il résidait* » (Aly Tandian, 2007). D'autres en pays wolof valorisent le voyage « *Celui qui ne voyage pas ne sait pas là où il fait bon vivre* » ou « *beaucoup d'argent, ou une lointaine tombe* » dit-on. Le système langagier valorise la migration. C'est devenu dans le cadre de la migration la symbolique de substitution aux faits d'armes et de bravoure. D'ailleurs comme nous l'avons montré, la migration partage avec la lutte ce positionnement dans la symbolique du courage physique. C'est ce qui explique que même dans les banlieues de Dakar, ceux qui n'ont pas tenté l'aventure se voient considérés comme des poltrons.

Ces maximes des Haalpulaar et Wolof façonnent les représentations sociales et la conscience collective des populations locales. Ils contribuent, en partie, à l'envie du voyage, au désir d'ailleurs. À présent, ce désir de migrer s'est davantage accéléré avec l'impact des chaînes de télévision à grande audience, comme *TV5*, *Canal Horizon*, *CNN* ou *Euronews*, sur les populations, ce qui renforce cette illusion (Aly Tandian, 2007). Ces supports télévisuels cultivent par la magie de l'image une attraction, une image de l'ailleurs qui entretient une culture migratoire. Dans le discours local, les migrants au retour évoquent sur fond de fierté une image idyllique de la migration. Pour les candidats au départ, le parallélisme avec la beauté des images des technologies véhiculées est vite fait et contraste avec les images d'une Afrique frappée par tous les maux. Les migrants au retour véhiculent à travers les photos aussi une image reluisante et facile de la migration. Dès lors, la migration permet aux uns et aux autres d'acquérir dans la conscience collective une image positive et ou positivée d'eux-mêmes concurrençant les canaux traditionnels comme le lignage ou l'appartenance à des réseaux divers. L'appartenance à cette nouvelle caste des migrants propulse les membres à un nouveau statut social.

À ce titre, émerge une différenciation entre les migrants et les non migrants alimentant l'envie de migrer, le mythe de l'« ailleurs ». Cette construction identitaire alimentée aussi par les migrants au retour est à l'origine d'un nouveau « *way of life* » caractérisé par des nouvelles expressions corporelles et langagières et des comportements nouveaux. Cette situation peut mener à des situations d'exclusion et de conflit larvé.

En définitive, le migrant est un nouvel acteur qui constitue une référence pour ceux qui sont restés au pays. Cette mobilité sociale et géographique du migrant est favorisée par le développement des moyens de transport, les envois d'argent ou de biens (voitures, appareils électroménagers, habits, téléphones portables, bijoux, etc.), les échanges de supports visuels ou cinématographiques (photos, films, DVD, CD Roms, etc.) sans oublier les récits véhiculés par les Sénégalais vivant à l'étranger et qui déterminent, en grande partie, l'image « positive » de leur situation que se font leurs compatriotes restés au Sénégal.

La circulation rapide de l'information entretient donc une culture migratoire qui incite les candidats à la migration à inventer des stratégies pour échapper aux régulations officielles. Les candidats à la migration mobilisent un savoir faire sans cesse renouvelé pour déjouer les contrôles et contourner les textes et règlements. La dextérité avec laquelle les candidats manipulent les textes démontre la vigueur de l'organisation des départs avec l'intervention de plusieurs intermédiaires. Le caractère risqué des itinéraires migratoires pour accéder au statut enviable montre la détermination des candidats à la

migration des « VI », « VF » ou « VE »<sup>1</sup> afin d'acquérir, enfin, aux yeux de leurs pairs le statut social recherché. C'est pour cette raison que pour les candidats au départ, " *il vaut mieux périr que de subir le déshonneur et l'humiliation ; car notre avenir est bouché et il n'y a pas de perspective au Sénégal*".

C'est ce qui explique le rôle majeur des mères de famille dans l'organisation des départs. La réussite des enfants est jugée à l'aune des sacrifices consentis par leur mère dans le domicile conjugal. Dans la conscience collective, la réussite de l'homme est fortement liée à la conduite de sa mère, au travail c'est-à-dire aux sacrifices consentis par elle. Dès lors l'échec relève aussi de la responsabilité de sa mère. Mères et enfants pour se protéger mutuellement ont été les figures de proue dans l'animation des réseaux migratoires surtout dans le contexte de ménages polygamiques où la compétition entre segments utérins est très tenace. Le père voit ses responsabilités occultées, il joue souvent le rôle d'arbitre et se range du côté de ceux qui ont réussi. Cette situation met en présence les membres de la famille et souvent en cas d'échec scolaire, la seule issue reste la migration pour résister à la concurrence familiale et améliorer le rang social.

On se rend compte des interrelations de la migration avec l'évolution des territoires et la dynamique des sociétés et des familles. C'est un phénomène social total dont la compréhension est nécessaire. La migration des Sénégalais est-elle une "aventure" c'est-à-dire une initiative désespérée de ceux qui n'ont plus rien à perdre ? Correspond-elle à un projet structuré, planifié, avec des motivations économiques ou familiales ? Procède-t-elle d'un suicide de celui qui tente le tout pour le tout, quitte à risquer la prison ou la mort ?<sup>2</sup>

### **Des pressions sociales pesantes avec des réalités économiques peu reluisantes (...)**

Au Sénégal, la recherche de meilleures conditions de vie est invoquée par tous les acteurs comme une des causes principales de la migration. Mais, cette quête du meilleur et de l'ailleurs est aussi fortement liée aux difficultés de certains secteurs moteur de l'économie nationale. La pêche et l'agriculture dont les potentialités de génération de revenus se sont décriées mobilisent, au Sénégal, près de la moitié (49,1 %) des chefs de ménages actifs (ESAM 2, 2004 : 44).

Un processus de paupérisation a frappé les communautés halieutiques jusque là épargnées par l'érosion des revenus. Ces populations ont toujours pu assurer grâce aux ressources tirées de la mer à la fois leur subsistance et aussi leurs revenus générées par la vente des produits frais ou transformés assurée par les femmes. L'économie halieutique est un exemple achevé de dynamique économique familiale mobilisant tous les membres. La stagnation des techniques de pêche, la raréfaction de la ressource, l'impact des accords de pêche dans l'absence de rationalisation des prises ont plongé une économie dynamique dans la précarisation hypothéquant les conditions de vie de toute une famille.

Le fonctionnement du système productif agricole particulièrement à Louga, Diourbel et dans la Vallée du Fleuve Sénégal<sup>3</sup> au delà des conditions climatiques est difficile. Dans le bassin arachidier les conditions édaphiques et climatiques se sont détériorées. Dans la vallée du fleuve Sénégal, les aménagements hydro-agricoles attendus de la construction des barrages de Manantali et Diama n'ont pas réellement réussi à retenir sur place les populations. On assiste même à l'inverse à une augmentation des disparités entre milieu rural et urbain, accélérant la migration vers la capitale et les autres villes comme Dakar, Thiès, Saint-Louis, etc. Dans ces villes, à la question de la pauvreté et du chômage, s'ajoute un sous-emploi qui cache mal l'inactivité et la pauvreté. Un rapport de la Banque

---

<sup>1</sup> Au Sénégal, les termes «VI», «VF» ou «VE» signifient respectivement « *Venants d'Italie* », des « *Venants de France* » et « *Venants d'Espagne* ».

<sup>2</sup> Mondès Réels, *Géopolitique des migrations : la crise des frontières*, Paris, Editions Ellipses, 2007.

<sup>3</sup> Les régions de Louga et Diourbel sont situées au centre du Sénégal tandis que Saint-Louis est au Nord. Ces trois régions sont traditionnellement les plus grands bassins migratoires où sont originaires la majeure partie des Wolof et Haalpulaar installés en Europe.

Mondiale<sup>4</sup> sur le Sénégal montre que Dakar est le premier pourvoyeur d'emplois du pays mais plus de la moitié de ses travailleurs touche moins que le salaire minimum. Ainsi, le Sénégal souffre d'un véritable problème de sous-emploi et à Dakar, plus de la moitié des travailleurs touche moins que le salaire minimum, soit moins de 80 \$ US (36.892 francs CFA) par mois. L'essentiel des actifs sont plus dans la débrouillardise que dans le travail.

Cette étude de la Banque Mondiale évalue le taux de chômage du Sénégal à 13 % et 30 % de sous-emplois. Selon le document, 97 % de la croissance de l'emploi (1994-2004) provient du secteur informel avec un salaire médian de 67 \$ US (30.887 francs CFA) à Dakar. Le chômage et le sous-emploi affectent plus d'un actif sur quatre (27,5 %) soit 998.954 personnes. Le pays souffre également d'un problème de productivité. En clair, le gain de productivité du travail est inférieur à 2 % par an comparé à celui des pays de l'Asie de l'Est qui sont à 5 %.<sup>5</sup> En résumé, au Sénégal, de 11,1 % en 2005, le secteur primaire a chuté drastiquement à 2,9 % en 2006 consécutivement à la baisse de la production dans les sous-secteurs de la pêche mais surtout de l'agriculture dont l'activité des filières notamment celle de l'arachide d'huilerie est lourdement tombée de 30 %.<sup>6</sup>

Dans d'autres localités du Sénégal et plus précisément à Saint-Louis, Mbour et Dakar (Hann, Rufisque, Bargny, Soumbédioune, Mbour, Kayar, Yarakh, Yoff) où la pêche est l'une des activités principales, les conditions de vie des populations locales ne cessent de se détériorer. Dans la région de Dakar, pour un parc piroguier estimé à 3.128 embarcations, les résultats généraux de 2006 renseignent sur des mises à terre de 342.282 tonnes pour une valeur commerciale de 15 milliards 307 millions 60 mille francs CFA dont 2.777 tonnes transformées de façon artisanale pour une valeur marchande d'un 1.711.836.000 francs CFA.

Les trois façades maritimes qui composent la région de Dakar ne disposent que de huit postes de contrôle, un bureau de contrôle sanitaire, un centre de surveillance côtière et dix-sept sites de débarquement. Le poste de Hann, quai de débarquement le plus important de la région devant Rufisque, Bargny et Soumbédioune avec des mises à terre estimées à 10.415 tonnes, s'est illustré par l'insalubrité de la plage et de l'aire de débarquement.<sup>7</sup> A Yoff, il n'y a ni quai de débarquement fonctionnel, ni aire de transformation encore moins un entrepôt frigorifique fonctionnel pouvant permettre aux pêcheurs de tirer profit largement de leurs activités. A ces difficultés s'ajoutent, le manque d'électricité, le coût élevé du carburant et des moteurs hors-bord et le pillage des ressources halieutiques par les bateaux "étrangers" qui viennent pêcher à quelques mètres des côtes sénégalaises sans toujours respecter les normes internationales. La contre-performance enregistrée dans le sous-secteur de la pêche (-14,8 %) est imputée à la rareté de la ressource, mais aussi à la hausse du pétrole et au phénomène de l'émigration clandestine. Ainsi, les perspectives sont hypothétiques si l'on considère que la pêche, premier secteur de l'économie en termes d'apports en devises, affiche une situation inquiétante en raison du délabrement de son tissu industriel et des milliers de jeunes pêcheurs partis en Espagne par les pirogues.<sup>8</sup> Au Sénégal, la pression sociale a conduit les pêcheurs à migrer pour échapper aux difficultés à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs proches. Partir à l'étranger est devenu une stratégie de promotion sociale.

<sup>4</sup> World Development Report 2008 (French) Rapport sur développement dans le monde : Agriculture for Development by World Bank. Published June 2008 by De Boeck Université.

<sup>5</sup> Banque Mondiale, *Sénégal : À la recherche de l'Emploi. Le chemin vers la prospérité. Mémoire économique sur le pays*. Rapport n°40344-SN. Prem 4, Région Afrique, septembre 2007.

<sup>6</sup> Sombel Faye, « Croissance économique estimée à 5,4 % en 2007. Si les ressources répondent », *Sud Quotidien* du mardi 28 août 2007.

<sup>7</sup> Mamadou Lamine Dièye, « Les acteurs de Hann, Yoff, Ngor, Ouakam exposent leurs griefs », *Sud Quotidien* du vendredi 24 août 2007.

<sup>8</sup> Sombel Faye, *idem*.

En résumé, au-delà de la recherche de meilleures conditions de vie, la migration est aussi un moyen d'échapper à l'humiliation relative à l'incapacité d'assurer ou de maintenir un niveau de vie valorisant. Cela se confirme davantage car à travers le système langagier local, on entend dire souvent et avec ironie, que le migrant est « *Mo ko yor* », « *Mo am base* », « *Mo am réseau* », « *Mo am crédit* », <sup>9</sup> etc. en rapport avec le prestige social ou le capital économique qui lui sont associés. À travers ces expressions langagières, on perçoit une très survalorisation de l'« avoir » et du « paraître ». Cet exhibitionnisme s'est développé dans la société sénégalaise, à la suite des grandes crises économiques des années 80 et 90. Ces années coïncident, successivement, à la période où les effets du programme d'ajustement structurel. Ces périodes sont aussi marquées par de nombreux départs de Sénégalais vers l'Europe et le voyage est davantage perçu par ceux-ci comme une soupape de sécurité. C'est pour cette raison qu'à l'époque des candidats à la migration n'hésitaient pas à exhiber leur passeport lorsqu'il n'est pas à "demi-entré" dans leur poche pour rassurer leurs propres parents et ceux des filles qu'ils fréquentaient surtout dans la région de Louga. Cette époque est marquée par un complexe d'infériorité vis-à-vis des émigrés pour de nombreux instituteurs, agents de santé, soldats, étudiants. A travers des chansons qui leur sont dédiées ou des dépenses de prestige lors des cérémonies familiales, les migrants se sont positionnés comme de nouveaux riches dans un contexte de morosité et de pauvreté. Mais avec la crise financière et les difficultés dans les pays d'accueil, les migrants font preuve de plus de rationalité dans les dépenses et moins de voyeurisme dans leurs activités.

Si le système des castes a longtemps influé sur les échanges matrimoniaux au Sénégal et principalement au niveau des groupes ethniques Wolof et Haalpulaar, l'argent acquis par les migrants a fait que de nombreux parents s'intéressaient moins aux origines sociales des émigrés qu'à leur portefeuille. Ainsi, « partir » et surtout « partir en Europe ou aux Etats-Unis » permet de bousculer les contingences sociales fortement ancrées. Ceci explique que même pour certains qui avaient pourtant commencé à développer des activités lucratives le choix de partir reste la solution.

Certains jeunes dénoncent le prix du carburant comme facteur déclencheur de la dégradation de leurs activités, d'autres qui ont pris les pirogues exerçaient dans la vente ambulante. L'un d'entre eux raconte les raisons de son voyage insistant sur les dures conditions de labeur dans lesquelles il a pu mobiliser l'argent nécessaire au financement de son voyage :

« Avant d'aller en Espagne, j'étais un marchand ambulante. Quand ça ne marchait pas, j'ai pris une somme de 400.000 francs CFA que j'ai épargnée pendant plusieurs années pour me payer le billet ! Il m'a fallu des années d'efforts, de sacrifices pour mobiliser cette somme ! Je me suis dit une fois, en Espagne, cet argent pouvait me rapporter des millions en un mois. J'ai vu qu'au Sénégal des gens qui étaient dans le commerce ambulante travailler pendant plusieurs années sans rien réaliser alors que ce n'est pas le cas des migrants ! Avec une telle différence, je me suis dit rester au pays signifie manquer d'ambitions. C'est pourquoi, les gens se sacrifient pour aller aux Iles Canaries. J'ai payé cet argent pour me porter volontaire à affronter la mer. J'ai bien observé la situation du pays avant de partir. Je sais qu'il n'y a pas de boulot. Je me suis dit qu'il faut se sacrifier et risquer tout, pour quitter ce pays. On a quitté Ziguinchor, le 27 juillet, pour arriver le 4 août ! Quand on est arrivé aux abords de l'enclave espagnole la plus proche ; environ une distance équivalente à celle de Dakar-Thiès, les Espagnols ont amené un bateau pour nous aider. Ils nous ont donné des couvertures, des habits et remis de l'eau minérale. Ils nous ont mis, ensuite, à bord de cars. Vraiment, les Espagnols sont des gens qui sont gentils ! On ne cessera jamais de les remercier ! On a fait, en tout et pour tout, neuf jours de voyage parce que notre pirogue a eu des problèmes mécaniques au départ. Chaque candidat au voyage est conscient du risque encouru. On peut arriver à bon port, comme on peut rester au fond de l'eau. Si les gens font tant de dévouement pour se rendre en Espagne c'est parce qu'ils n'ont plus d'espoir dans leur pays ! » (Entretien avec Matar, 32 ans, vendeur à la sauvette, marché des HLM de Dakar).

---

<sup>9</sup> « *Mo ko yor* », « *Mo am base* », « *Mo am réseau* », « *Mo crédit* », « *Ngako tonalité* » ces propos que j'appelle des "sénégalités" veulent dire tout simplement désigner « *Celui qui a de l'argent* ».

### **(...) A la contrainte de partir**

Au Sénégal, la crise de l'agriculture et de la pêche a accéléré les départs vers l'étranger. Ces départs relèvent certes de l'initiative personnelle des candidats encadrés cependant par la famille, soutenus par des réseaux d'amis et d'intermédiaires monnayant leurs services. Les candidats captés dans le secteur du commerce ambulante et des activités souterraines plus connues sous le nom du secteur informel disposent d'épargnes tirées de leur activité mais surtout de leurs capacités à vivre de manière rustique. D'autres sont soutenus par leurs familles principalement par leurs mères qui peuvent vendre les bijoux ou mobiliser les ressources à travers des tontines ou des mutuelles d'épargne et de crédit.

**Photo 1 : Jeune commerçant ambulante à Dakar.**



Source : Tandian, Dakar, 2006.

## **2. La préparation du départ**

### **Le profil des candidats à la migration irrégulière**

A l'analyse, il est établi que la majorité des jeunes empruntant la filière des pirogues pour rejoindre les Iles Canaries sont ceux qui ont moins de soutien ou de réseaux sociaux à l'étranger et dans le pays. Malgré l'ampleur et la publicité faite autour des départs par les pirogues, il existe encore des jeunes qui passent par les voies « légales » grâce à l'aide de parents installés en Europe qui leur envoient soit des documents nécessaires pour le voyage (invitation à participer à des foires, attestation d'accueil, pré-inscription scolaire, promesse d'embauche, etc.) soit de l'argent pour se payer un visa et franchir les frontières occidentales par avion.

En ce qui concerne les jeunes empruntant les pirogues, une étude de leur profil moyen effectuée à Dakar et à Saint-Louis et Barcelone renseigne sur le financement de leur voyage.

Premièrement, la majorité bénéficie d'un soutien familial, c'est-à-dire l'aide de parents qui préfèrent vendre bétail, récolte, terrain, etc. bref leurs patrimoines familiaux se procurer l'argent nécessaire au voyage.

Deuxièmement, les candidats qui ont réussi par la vente de leur force de travail à faire des économies. Ces jeunes, le plus souvent, ont gagné de l'argent en vendant des articles achetés chez des cordonniers, couturiers et bijoutiers. Certains revendent des marchandises importées par des commerçants Chinois nouvellement installés à Dakar. C'est surtout des travailleurs au dur labeur mais au statut précaire, ambulants, intermédiaires, rabatteurs. Ils se sont enrichis grâce à leur capacité à se priver de tout avec comme seul objectif épargner pour réunir l'argent nécessaire au financement du départ vers l'étranger.

Le troisième groupe est constitué de jeunes qui ont pu mobiliser leurs capitaux grâce à des prêts. Ils s'endettent auprès de frère, cousin, oncle, commerçant ou hommes d'affaires en espérant, un jour, payer selon des modalités fixées au préalable mais suffisamment flexibles et peu contraignants.

Enfin, la dernière source de financement du voyage des candidats à la migration est la tontine qui est très répandue au Sénégal et surtout dans les quartiers populaires d'où sont originaires des milliers de candidats à la migration. La tontine est un système d'épargne qui permet à chaque souscripteur de verser une somme dans un fonds et de toucher à tour de rôle le capital de l'ensemble des souscripteurs.

**Photo 2 : Derniers préparatifs dans une pirogue remplie de jeunes candidats à la migration.**



Sources : Tandian, Kayar, 2006.

**Photo 3 : Préparatifs à Kayar avant le départ d'une pirogue devant transporter des candidats à la migration irrégulière.**



Sources : Tandian, Kayar, 2006.

Au Sénégal, les jeunes des pirogues de fortune pour aller aux Iles Canaries sont souvent issus de quartiers populaires de quatre zones géographiques diverses : Dakar (Yoff, Rufisque, Hann, Ouakam, Yarakh) ; Saint-Louis (Guet-Ndar, Jeule Mbaam et Doune Baba Dièye) ; Mbour (Toubab Dialao, Ndayane, Ngabarou et Pointe Sérér) et Casamance (Diouloulou, Abéné, Kafountine, l'île de Diogué, Karabane, Nikine, Elinkine). Certains exerçaient déjà des activités professionnelles le plus souvent dures ou pas très rémunératrices ou socialement peu valorisantes.

Ils sont chauffeurs de taxi, domestiques de maison, vendeurs ambulants, cireurs de chaussures à la sauvette, coutiers dans l'immobilier, laveurs de voitures, tailleurs, menuisiers, mécaniciens, etc. Il y a aussi des élèves ou étudiants et quelquefois même des fonctionnaires des hiérarchies professionnelles peu rémunérées : volontaires et vacataires de l'éducation, militaires engagés par l'armée nationale ayant terminé le service légal ou éligible à la pension militaire, commis.

Si au début des voyages, les candidats à la migration étaient surtout des pêcheurs sénégalais, au fil du temps, les Sérères des régions de Thiès ou Diourbel, les Walo-walo de Saint-Louis et les jeunes des banlieues de la région de Dakar se sont engagés. Avant que le Frontex ne soit mis en place par un partenariat Union Européenne et Gouvernement sénégalais, les candidats au départ se recrutaient aussi parmi les populations originaires de la sous-région ouest africaine (Ivoiriens, Maliens, Togolais, Ghanéens, Congolais, Guinéens, etc.) ou d'ailleurs comme les Pakistanais<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Cf. Nettel.com du mardi 26 septembre 2006, Procès des clandestins pakistanais, « Le sort des 105 clandestins Pakistanais et du Ghanéen convoyeur a été scellé par l'ancien juge du 2e cabinet d'instruction siégeant comme président du tribunal

Au Sénégal, une grande partie de ces candidats aux voyages irréguliers sont des jeunes pêcheurs originaires de Yoff, Rufisque, Thiaroye, Hann, Ouakam, Yarakh, Guet-Ndar, Jeule Mbaam, Doune Baba Dièye, Toubab Dialao, Ndayane, Ngabarou et Pointe Sérér. Ils ont préféré abandonner leurs filets de pêche pour rejoindre les Iles Canaries car au cours de ces dernières années, leurs activités ne sont plus rémunératrices, "à cause du prix exorbitant du carburant et des bateaux étrangers qui viennent leur concurrencer dans les côtes sénégalaises". Au cours d'une discussion, à Barcelone, un jeune pêcheur sénégalais venu par les embarcations de fortune explique la dégradation des conditions de travail de ses pairs et les effets de la présence des chalutiers étrangers sur les côtes sénégalaises :

« La majeure partie des jeunes sénégalais qui sont venus à présent en Espagne par les pirogues sont originaires de Thiaroye, Yarakh ou de Guet-Ndar et leurs environs. Ce sont des jeunes qui furent pendant longtemps des pêcheurs. Ce sont des fils de pêcheurs ! Ils ne connaissaient que la mer. Ils ne savaient que pêcher mais malheureusement au Sénégal leurs activités ont été détruites par les bateaux étrangers. Ah ouais ! C'est à cause des ces bateaux que nous sommes obligés de venir en Europe. Tout cela est dû au fait que le gouvernement sénégalais a signé avec l'Union européenne des contrats qui ne nous facilitent pas les choses. Des contrats de cinq, six parfois même de sept ans ! Des contrats qui donnent l'autorisation aux bateaux étrangers de venir pêcher sur les côtes sénégalaises. Ces bateaux n'ont aucune pitié ! Quand ils sont sur les côtes sénégalaises, ils viennent jusqu'aux zones où nos pirogues sont supposées pêcher. Ces bateaux font leur loi dans la mer ! Ils font tout ce qui est interdit dans la mer et personne ne dit rien ! Ils utilisent des explosifs, des filets interdits, etc. Ils amènent avec eux tous les poissons de bonne qualité ! On ne peut pas imaginer le nombre de tonnes de poisson qu'ils arrivent à prendre ! Ce sont des choses que nous assistons à chaque fois que nous partons pêcher. Personne ne dit rien ! Le gouvernement du Sénégal doit revoir ce que ces bateaux font dans la mer. Nous avons alerté les autorités mais rien n'a été fait ! Faut-il continuer à les alerter tout en sachant qu'elles ne vont jamais réagir ? [...] Nous avons préféré partir car au Sénégal nous avons remarqué qu'avec la migration il est possible de réussir sans dépendre des hommes politiques » (Entretien avec Souleymane, 27 ans, ex-pêcheur, Barcelone)

## La préparation du voyage

L'organisation du voyage est méticuleusement préparée et engage à la fois plusieurs acteurs : le planificateur, les rabatteurs, les candidats et parfois leurs parents. C'est à cet effet que d'aucuns soutiennent qu'« *une véritable mafia est derrière l'histoire des pirogues clandestines ! Une mafia très bien structurée qui vise les jeunes de la banlieue et ou encore des personnes qui vivent près des côtes* » (Alassane, un vendeur de fripes au marché de Sandaga à Dakar).

Le voyage dit clandestin est d'une organisation complexe engageant plusieurs acteurs et mobilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Pour l'organisation du périple maritime, il y a en tête un planificateur qui n'est pas souvent connu par les candidats au voyage. Il s'occupe de l'achat de la pirogue et, quelquefois, de trouver une maison où se réunissent les candidats au voyage à la veille de leur départ. Le plus souvent la pirogue mesure entre 10 et 25 mètres de long et 3 à 5 mètres de large. Elle est acquise à hauteur de 5 à 8 millions de francs CFA et est, constamment, équipée de deux moteurs hors bord au moins. Un moteur rutilant acheté à un prix variant entre 1.500.000 et 2.000.000 francs CFA selon la marque. Le deuxième est, pour la plupart, de seconde main et acheté à un prix qui varie entre 500.000 et 1.000.000 francs CFA. La consommation en carburant pour se rendre jusqu'aux Iles Canaries varie de 2.000 à 3.000 litres de gas-oil selon la maîtrise des itinéraires et les conditions atmosphériques.

Il peut arriver que le planificateur se procure de matériaux comme des gilets de sauvetage et d'un GPS, le plus souvent acheté, à Nouadhibou ou à Rosso Mauritanie entre 50.000 et 75.000 francs CFA. Pour des raisons de discrétion, le planificateur "travaille" avec plusieurs téléphones portables pour

(Contd.) \_\_\_\_\_

des flagrants délits de Dakar. Le Ghanéen convoyeur ainsi que le Pakistanais organisateur de voyage ont été condamnés à 6 mois ferme. Les autres candidats à l'émigration clandestine ont écopé de deux ans assortis du sursis ».

brouiller les pistes et éviter des poursuites soit des autorités (police ou gendarmerie) soit des candidats malheureux en cas d'échec du voyage. Il garde secret le lieu et l'heure de l'embarquement jusqu'au dernier moment avant le départ. Souvent, c'est la seule fois où les candidats le rencontrent. Il vient procéder aux derniers préparatifs et contrôler les intermédiaires et en profite pour encourager les candidats au voyage et remettre aux capitaines des pirogues (les conducteurs qui sont souvent des pêcheurs) et aux surveillants chargés du maintien de l'ordre recrutés parmi les candidats au départ les plus forts et les plus résistants la nourriture (riz, huile, oignons, sucre, biscuits, eau, etc.) pour le voyage. Le planificateur est le principal bénéficiaire des retombées financières du voyage. Il est souvent une personne ayant une bonne assise financière pour avancer de l'argent dans la construction de la pirogue.

Ensuite, il y a les rabatteurs qui sont en quelque sorte de simples placiers choisis par le planificateur du voyage. Ils se chargent de recruter les candidats au voyage et de récupérer leur cotisation qu'ils remettent au planificateur. Ils peuvent avoir des liens de parenté ou des liens d'amitié avec le planificateur. Mais ce qui prime dans leur rapport c'est la confiance, la discrétion bref la parole donnée. Ils peuvent recevoir du planificateur une somme d'argent une fois leur mission est terminée. Un rabatteur me confirme au cours d'une discussion à Pikine un des quartiers de Saint-Louis :

« Sur chaque client recruté à raison de 300.000 à 400.000 francs CFA, je perçois entre 30.000 et 50.000 francs CFA. J'ai réussi à mobiliser trente six candidats et c'est au restaurant... à Saint-Louis que j'ai discuté avec le planificateur du mode de paiement de chaque client car certains payaient en espèces avant le départ et d'autres une fois qu'ils sont arrivés en Espagne ils allaient payer par le biais de leurs parents restés au Sénégal. Il y a aussi une autre partie des candidats qui étaient prêts à donner un acompte et de payer le reste quand ils vont obtenir du travail en Espagne. Mais bon (...) c'est au planificateur de décider (...) moi mon rôle est de recruter les candidats et de lui remettre la liste avec les numéros de téléphones des jeunes. Voilà quoi ! » (Entretien avec un rabatteur, Pikine, août 2007).

Enfin, il y a les capitaines. Le plus souvent au moins deux pour chaque pirogue, ils se relaient en permanence aux commandes de la pirogue tout au long du parcours. Contrairement au rabatteur qui peut être payé, les capitaines bénéficient en contre partie d'une dispense de cotisation. Ils se chargent de conduire la pirogue car ils sont recrutés selon leurs compétences en matière de navigation maritime. C'est pour cette raison que la majorité d'entre eux sont des pêcheurs qui ont l'habitude de rester sur de longues périodes en mer. Ils sont soit des mécaniciens qui interviennent en cas de panne du moteur de la pirogue soit des personnes ayant pour rôle de préparer des repas, de régler le GPS, de s'occuper des soins médicaux des passagers, etc.

Le voyage est organisé en pleine nuit pour éviter toute suspicion. Et c'est pour cette raison que, généralement, la pirogue qui amène les candidats au voyage clandestin jusqu'aux Iles Canaries est, le plus souvent, amarrée en haute mer à cause de sa taille et de sa cargaison qui laissent penser à une longue expédition. Ce sont, alors, de petites embarcations, motorisées ou pas, qui acheminent en haute mer les candidats par petits groupes. Souvent, c'est dans le désordre et dans la stupeur que se font l'embarquement car pour la majorité des candidats c'est la première fois qu'ils fassent un voyage maritime. Entre recommandations et énervements, des insultes fusent et quelques fois des échanges de coups de points pour occuper la place que le candidat juge stratégique dans la pirogue. Des cordes sont embarquées pour attacher les récalcitrants en cas de problème. La tâche de les neutraliser est du ressort des surveillants sur injonction des capitaines.

Les capitaines exhortent les candidats au voyage et surtout ceux qui sont de nationalité sénégalaise à jeter en mer leurs téléphones portables ou leurs papiers administratifs comme la carte d'identité, le passeport et d'autres pièces d'État-civil pour éviter d'être identifié par les gardes-côtes espagnols. Ces documents ainsi que le GPS sont jetés en mer car une fois arrivés en Espagne, l'équipage et les candidats au voyage se déclarent être originaires de la Côte d'Ivoire ou des pays du Mano River (Libéria et Sierra Léone) pour espérer obtenir l'asile politique. Un candidat malheureux au voyage rapatrié à Saint-Louis après avoir séjourné à Fuerteventura pendant plusieurs semaines raconte :

« La Côte d'Ivoire, c'est un pays où sévit la guerre ! C'est aussi le cas du Libéria et de la Sierra Léone. Les capitaines ont été très clairs avec nous en nous disant "Quand on va apercevoir les lumières des Iles Canaries, il n'y aura plus de chef ni d'organiseurs ! Nous sommes tous des clandestins ! Il faut vider les poches et jeter tout dans la mer. Et lorsque les Espagnols vous interrogeront, dites que nous sommes des Ivoiriens et c'est à cause de la guerre que nous fuyons ! " Je ne pouvais donc que répéter ce qu'ils m'ont dit » (Entretien avec un candidat malheureux au voyage rapatrié à Saint-Louis).

Le choix de tout jeter en mer et déclarer être venu de la Côte d'Ivoire ou des pays du Mano River atteste du savoir-faire de ces candidats au voyage. Ils se réfèrent à la Convention de Genève pour espérer obtenir un asile politique en Espagne.<sup>11</sup> Au début des départs en pirogues, certains organisateurs allaient même jusqu'à repeindre tout en blanc leur embarcation pour effacer toutes les iconographies qui pouvaient permettre d'identifier le pays d'origine des voyageurs. Cette astuce a, plus tard, été abandonnée lorsque les autorités espagnoles ont eu la confirmation que les départs de pirogues s'effectuaient depuis les côtes sénégalaises. Ce n'est pas seulement l'effectif imposant des Sénégalais qui confirmait cela, mais surtout les destinations des appels téléphoniques effectués à partir des cabines téléphoniques situées aux camps de **rétenion de** Gran Canaria, La Gomera, El Hierro, Fuerteventura et Lanzarote. L'identification des migrants clandestins Sénégalais a été facilitée par la présence de policiers venus de Dakar.<sup>12</sup> Parmi les migrants clandestins Sénégalais, il y avait une proportion non négligeable de femmes et d'enfants. Ces femmes étaient venues seules ou en compagnie de frères ou de voisins. Leur participation aux voyages à haut risque illustre leur détermination et leur envie de se réaliser de manière autonome.

### 3. Du séjour aux Iles Canaries (...) au rapatriement vers le Sénégal

Si de nombreux jeunes ont été identifiés et rapatriés vers le Sénégal, quelques-uns d'entre eux ont réussi à rester en Europe. Une partie d'entre eux se sont rendus en Italie grâce à un réseau dynamique de passeurs Sénégalais. Une fois transportés des Iles Canaries vers la péninsule par les autorités espagnoles, ils se sont dirigés vers Barcelone pour y prendre le train de nuit vers Milan avec l'aide passeurs ou de parents et compatriotes. D'autres qui étaient sur le territoire espagnol ont rejoint d'autres villes espagnoles comme Barcelone, Madrid, Salou, Tarrasa, etc. malgré leur interdiction de séjour. Dans ces centres urbains, ils sont devenus des marchands ambulants dans les grandes artères ou aux abords des sorties de métro. Ils y vendent des lunettes, des sacs, des ceintures, des CD Rom (audio) et DVD (films) piratés, etc. Ces produits sont en majorité des copies falsifiées que les Mossos, une brigade de la police espagnole, saisissent le plus souvent mais sans toujours arrêter le vendeur.

---

<sup>11</sup> Selon la définition de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 : « Toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette menace, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. Il est interdit de refouler ou d'expulser un réfugié vers un territoire où sa vie ou sa liberté serait menacée ».

<sup>12</sup> *Walfadjri* du jeudi 21 septembre 2006 - Dépêchés en Espagne pour les identifier : 300 clandestins se rebellent contre les policiers sénégalais.

**Photo 4 : Un jeune migrant commerçant sénégalais à Madrid.**



Sources : Tandian, Madrid, 2009.

Une autre partie de ces Sénégalais arrivés par pirogue en Espagne ont été rapatriés vers leur pays d'origine. Le fait que le Sénégal soit considéré par l'Europe comme un pays « sûr » justifie son absence sur la liste des pays dont les ressortissants peuvent bénéficier du statut de réfugié politique en Espagne. Et c'est pour cette raison que 63 vols affrétés par les autorités espagnoles et sénégalaises ont permis le rapatriement de 4.681 Sénégalais dont le rêve s'est arrêté aux Iles Canaries.

**Photo 5 : Rapatriement de migrants irréguliers à l'aéroport de Dakar-Bango de Saint-Louis.**



Sources : Tandian, Dakar-Bango de Saint-Louis, 2006.

Ces personnes rapatriées vers le Sénégal ont été, en majorité, identifiées par une équipe composée de policiers et de diplomates sénégalais. Auparavant, elles étaient internées dans le centre d'accueil d'El Motorral à Fuerteventura ou les bases militaires de La Isleta à Las Palmas de Gran Canaria et de Los Raices à Tenerife.

À l'aéroport de Saint-Louis tête de pont des rapatriements, ils étaient accueillis dans la plus grande discrétion, c'est la désillusion qui s'affiche au visage pour la plupart d'entre eux. Un parmi eux me décrit son amertume et les fermes résolutions prises par les uns et les autres à leur descente d'avion :

« Quand on a débarqué à l'aéroport de Saint-Louis, on a reçu individuellement 10.000 francs CFA, un sandwich et une bouteille de boisson, c'est ce avec quoi on a été accueillis. On aurait préféré rester en Espagne que de rentrer au pays ! C'est vraiment dommage ! Certains ont liquidé leur cantine, d'autres ont emprunté de l'argent pour partir. Il y a des gens qui sont descendus de l'avion, mais qui ont juré de ne plus mettre les pieds dans leur propre maison. Vraiment, c'est difficile ! » (Entretien avec Moussa, 29 ans, un clandestin rapatrié, Aéroport de Bango à Saint-Louis).

Le choix « de ne plus mettre les pieds dans leur propre maison » symbolise la déception et la honte de certains malheureux candidats à la migration. Ceux-ci sont, à présent, très nombreux à Saint-Louis et ses environs où ils préfèrent désormais travailler dans le maraîchage, la vente d'art africain, le lavage de voitures, etc. Quand ils partaient en Espagne par les pirogues, leur projet était quasi certain de se réaliser.

Deux situations se présentaient en eux : "Barça ou Barsaax", c'est-à-dire « Aller à Barcelone ou mourir » qui était leur devise. Mais avec leur rapatriement, ce n'est ni l'une ni l'autre et face à la honte, il devient difficile à gérer l'incertitude et la complexité de leur devenir. Non seulement, leurs sommes d'argent cotisées sont énormes mais les coûts sont plus que disproportionnés au regard de ce qu'ils ont reçu à l'aéroport.

Le Reva ! Retour Vers l'Agriculture ! Un plan que le chef de l'Etat a lancé à la veille de la Présidentielle de 2007, suite à l'amplification du phénomène de l'émigration clandestine, entre le Sénégal, le Mali, les deux Guinée, la Gambie et la Mauritanie. L'Espagne, principal pays victime de ce phénomène, a décidé d'apporter un financement de 13 milliards de FCFA au Sénégal, pour la création de fermes agricoles, afin de fixer les jeunes au niveau des pays émetteurs. [...] Ces fonds doivent servir aux financements de fermes agricoles pour fixer les jeunes au terroir. On est à la veille de la Présidentielle de 2007, plus de 2.000 jeunes Sénégalais débarquent, quotidiennement, sur les Côtes espagnoles. Le phénomène est devenu inquiétant et les pays membres de l'Union Européenne se réunissent pour définir une stratégie commune visant à fermer les frontières maritimes du Continent aux jeunes Africains, qui entrent illégalement sur le territoire. [...] Le Chef de l'Etat décide de lancer un plan dénommé "Plan Reva" (Retour Vers l'Agriculture). Ce plan sera piloté par le ministre de l'Agriculture [...]. Et la volonté des autorités sénégalaises, c'est de financer les jeunes émigrés refoulés d'Espagne. La condition espagnole proposée au Sénégal, c'est d'accepter le rapatriement d'environ 2.000 à 2.500 jeunes émigrés, par jour, au Sénégal. C'est ainsi que beaucoup d'émigrés ont été ramenés sur Dakar. Le tollé que cela suscite a amené les autorités sénégalaises à accueillir les émigrés à l'aéroport de Saint-Louis pour éviter les images choquantes, une fois les émigrés retournés au pays.

Sources : Rewmi Quotidien 12 mars 2009

Si le rapatriement de nombreux Sénégalais clandestins s'est effectué tant bien que mal celui des mineurs continue à poser de réels problèmes aussi bien pour les autorités espagnoles que sénégalaises. A ce jour, les mineurs sénégalais sont un peu plus de 700 sur le territoire espagnol et sont sous tutelle judiciaire. Ils vivent dans des centres sociaux éparpillés dans différentes régions espagnoles tout en étant souvent en contact avec leurs parents. Si certains sont impatients de les revoir d'autres

n'envisagent pas de les accueillir de si tôt et leurs raisons sont aussi diverses les unes des autres. Au cours d'une discussion, une mère d'un enfant resté en Espagne nous signale :

« Il y a 40 personnes dans notre maison. Mon frère, qui est en Italie, est seul à les faire vivre. Le gouvernement a autre chose à faire que les faire revenir au Sénégal ! Entendre parler du retour de mon fils me rend triste. Mon fils est parti en septembre 2006 en Espagne et déjà en octobre il m'a envoyé 100.000 francs CFA (150 euros) en épargnant l'argent qu'on lui donne dans le centre d'accueil. Actuellement, il y étudie la menuiserie et il se porte très bien. Il est mon unique espoir car je ne fais rien ! La pêche n'est plus rentable. Que va-t-il faire au Sénégal ? Je n'ai pas les moyens pour sa scolarisation. Que va-t-il faire ici ? Rien ! Rien à part gonfler l'effectif des mendiants ! » (Entretien avec une mère d'un jeune sénégalais resté en Espagne).

Malgré les rapatriements qui s'intensifiaient ou le Plan REVA proposé par l'État du Sénégal pour retenir sur place les jeunes, de nombreux candidats malheureux envisagent de retourner aux Iles Canaries. C'est l'exemple d'un vendeur de fripes, âgé d'une vingtaine d'années que j'ai rencontré à Dakar au marché de Sandaga. Avec une gorge nouée et des gestes de mains désordonnées, il me livra l'explication suivante alors qu'au téléphone il fixait rendez-vous avec des clients qu'il devait remettre des camisettes fraîchement sortie des ballotes :

« Actuellement, si je pense beaucoup à tenter encore ma chance ! Je ne vais pas rester dans ce pays où il n'y a pas d'issue. Le Plan REVA que le gouvernement propose ne répond pas aux aspirations des jeunes. Et, puis, si ce plan était viable, les premiers clandestins à débarquer devraient y travailler, mais rien de tout cela. Ce n'est qu'une promesse du ministre de l'Agriculture ! Encore une des promesses de notre gouvernement qui ne respecte pas ses enfants. À l'aéroport, on nous a donné 10.000 francs CFA, une somme qui ne permet même pas à celui qui habite à Ziguinchor de se payer le billet du retour et d'acheter des cadeaux à sa famille. Ce n'est pas normal ! Pourtant, on n'a fait rien de mal ! On ne comprend plus ! On est déçu du gouvernement qui nous a rapatriés. Entre une cotisation de 400.000 francs CFA et 10.000 francs CFA, la différence est énorme. Elle est très énorme ! Enorme ! » (Entretien avec un candidat à la migration rapatrié).

En plus de l'écœurement et la désolation qui émergent dans ce discours, notre interlocuteur répète sans cesse ses mots certainement pour pointer la responsabilité des autorités sénégalaises sur la déliquescence à laquelle il se retrouve depuis son rapatriement au Sénégal. Comme bien d'autres jeunes clandestins, il essaie seul de se reconstruire socialement, financièrement et même psychologiquement sans réellement donner l'opportunité à ses concitoyens de comprendre sa volonté de partir même si parfois son choix de migrer est plus que partagé par quelques compatriotes. Au cours d'un entretien collectif cinq personnes aux activités aussi diverses les unes des autres me donnent leur opinion à la suite de la question « *Comment percevez-vous le départ des jeunes par la mer ?* » :

Aïcha, 32 ans : « Certains migrants revenus au Sénégal viennent jouer les riches ! Ils influencent la population car quand ils reviennent de l'Europe, ils disent aux gens qu'ils travaillent qu'ils sont bien en Europe alors qu'ils font le ménage à longueur de journée ! C'est malheureux de venir mentir et donner envie aux jeunes sénégalais qu'il a un espoir en Europe. Moi je suis assistante de direction et je ne dis pas que je gagne bien ma vie, mais je fais avec. Je préfère rester avec ma famille que d'aller souffrir seule en Europe ».

Georges, 24 ans : « Personnellement je trouve que le phénomène des pirogues qui partent illégalement en Europe est une situation honteuse pour notre pays. C'est vrai que c'est difficile de s'en sortir au Sénégal, mais il y a des gens qui y arrivent très bien. Quand on voit toutes ces belles maisons que les immigrés viennent construire au pays, ils se disent : « Pourquoi pas nous ? ». Le bonheur n'arrive pas qu'aux autres. Ils sont prêts à tout pour y arriver, même partir en pirogue. Ils disent qu'ils n'ont pas les moyens mais je me demande comment ils arrivent à réunir tout cet argent qu'ils paient pour prendre les pirogues ».

Mamadou, 26 ans : « On est pratiquement tous tentés par l'Europe. Je vends des pièces détachées et je m'en sors très bien. Toutefois, on est pratiquement tous tentés par l'Europe, car la vie ici est difficile. Le gouvernement promet beaucoup de choses mais ne fait rien pour la population. Les gens disent qu'ils vont partir en Europe pour essayer de gagner un peu d'argent pour aider leur

famille. Alors tous les moyens sont bons, même au péril de leurs vies. J'ai parlé avec un Monsieur qui avait essayé de partir clandestinement en pirogue et il a été arrêté et reconduit au Sénégal. Il dit que l'aventure était difficile et malheureuse, il a perdu beaucoup d'amis. Aujourd'hui, il fait des petits jobs de gauche à droite ».

Assane, 32 ans : « L'avenir de notre pays est en jeu ! C'est une crise générale ! La population se pose des questions sur l'avenir de leurs frères qui veulent tous quitter le pays. De plus en plus de personnes veulent partir pour avoir un avenir meilleur. Mais malheureusement certains meurent en chemin ».

L'incompréhension des candidats à la migration, suivant les populations sénégalaises interrogées, se situe d'abord par les migrants qui, au retour, font croire aux autres que l'Europe est un paradis. Cette position renvoie au « *mensonge collectif tacite* » décrit par Abdelmalek Sayad (1999). Pour ces populations, « *l'envie de faire comme les autres* » et « *de réussir comme tout le monde* » ne cessent de pousser des jeunes sénégalais à s'engager dans la migration irrégulière quel que soit le prix à payer.

Pour conclure, il faut souligner qu'aujourd'hui ces départs de jeunes par les pirogues ont entraîné, au Sénégal, une pénurie de poissons pendant plusieurs mois. Un chef de poste de contrôle du bureau de pêche de Hann soutient au cours d'une discussion que « *la cherté du carburant explique le fait que le poisson ne soit pas aussi disponible qu'il l'est d'habitude. Pour trouver une pêcherie, les pirogues ont besoin d'au minimum de 1.000 litres achetés au prix de 538 francs CFA le litre* ».

Ces départs irréguliers ont entraîné de lourdes pertes humaines. De nombreuses familles à Yoff, Rufisque, Thiaroye, Hann, Ouakam, Yarakh, Guet Ndar, Jeule Mbaam, Doune Baba Dièye, Toubab Dialao, Ndayane, Ngabarou, Pointe Séré, etc. restent endeuillées. Si certaines d'entre elles ont fait le deuil de leurs proches, d'autres estiment que leurs fils sont encore incarcérés dans des prisons de la Mauritanie ou du Maroc et qu'ils reviendront un jour au Sénégal.

#### **4. Prises de position gouvernementales et non gouvernementales**

Au niveau de l'État du Sénégal, des mesures draconiennes ont été prises car pour une fois des candidats au voyage ont été jugés et emprisonnés au Sénégal. Avec les migrations irrégulières qui ont pris des proportions importantes au cours des dernières années, le Sénégal a entrepris avec l'appui d'autres pays africains (Maroc et Mauritanie) mais surtout européens de nouvelles politiques sécuritaires. Ces mesures sont-elles réellement efficaces ? Une chose est claire, aujourd'hui en 2008, les cayucos continuent à s'échouer sur les côtes espagnoles même si leur balai a connu un essoufflement. Faut-il parler, déjà, d'efficacité du Frontex<sup>13</sup>, de la lassitude des candidats à la migration clandestine ou au découragement de ceux-ci à cause des poursuites judiciaires enclenchées, au Sénégal, contre les survivants ? Ces derniers sont-ils entrain d'inventer de nouvelles techniques ? La logique sécuritaire est-elle suffisante pour résoudre les migrations irrégulières des populations sénégalaises et de ceux qui passent par ce pays pour migrer clandestinement ?

Pour mettre fin à la migration irrégulière au Sénégal ou à partir du Sénégal avec la complicité de certaines populations locales, José Luis Rodriguez Zapatero, premier ministre d'Espagne, a déclaré lors d'un point de presse avec le Président sénégalais, Abdoulaye Wade Télécharger la pièce jointe d'origine.

« Nous avons décidé de proroger de six mois (...) le mandat de l'agence européenne des frontières, Frontex, pour lutter contre le trafic des êtres humains ». A la suite de ce discours, au Sénégal, la lutte

---

<sup>13</sup> Le 24 novembre 2007, le Sénégal et l'Espagne avaient annoncé en juin la prolongation jusqu'en juillet 2008 du dispositif européen Frontex de surveillance des côtes ouest-africaines pour lutter contre l'émigration clandestine. Les arrivées de clandestins dans l'archipel espagnol des Canaries ont beaucoup diminué cette année par rapport à 2006, où un nombre record de 31.000 sans-papiers avaient débarqué. Selon les autorités espagnoles, les arrivées ont baissé de plus de 60 %, avec quelque 8.200 immigrants clandestins depuis janvier.

contre la migration est davantage perçue comme étant un élan plutôt contre 'le contre le trafic des êtres humains' qu'une politique pour retenir au Sénégal la masse de jeunes inactifs et qui rêvent en permanence d'Europe.

Pour appuyer cette idée, le Président de la République du Sénégal est monté au créneau en lançant un appel aux jeunes pour '*le soutenir dans son œuvre de construction d'un Sénégal meilleur*'. Dans son Palais, il a soutenu lorsqu'il recevait un groupe d'environ 500 jeunes rapatriées d'Espagne :

« Nous ne disons pas que vous ne devez pas partir, mais il faut organiser les départs. Nous discutons avec l'Espagne, la France pour connaître leurs besoins. Personne n'a jamais dit que vous ne devez pas partir (...) Il faut organiser et réguler tout ça. Il faut de l'ordre, de l'organisation et de la discipline. Je ne veux pas vous empêcher de partir, au contraire. Les émigrés qui sont régulièrement installés à l'étranger nous amènent de l'argent qui profite à leurs familles et à eux-mêmes (...) Le monde évolue. Il ne s'arrête pas. Ce qui était possible avant ne l'est plus aujourd'hui. Je dois vous dire la vérité. Il ne faut pas qu'on se trompe. Le monde ayant changé, le Sénégal aussi. Les difficultés viennent de très loin. Ça date de l'esclavage, de la colonisation (...) Nos économies sont toujours dominées. C'est difficile, mais nous devons redresser la situation. C'est à cela que je vous invite. Nous devons construire notre pays. Personne ne viendra le faire à notre place. Ceux que vous êtes allés voir ont construit leur pays. Nous aussi, nous devons faire de même. Celui qui vous dit autre chose, vous trompe. Vous les jeunes du Sénégal, je veux que vous vous engagiez à mes côtés pour construire le pays ».

Dans le cadre d'une autre occasion, à savoir lors de son meeting le 13 février à Saint Louis, le Président de la République du Sénégal a déclaré que

« L'accord de rapatriement signé par le Sénégal avec l'Espagne n'a pas pour objet d'interdire l'émigration mais plutôt de la contenir voire d'annihiler l'émigration clandestine. Le gouvernement n'est pas contre le départ des Sénégalais, mais opte pour l'émigration concertée (...) 700 jeunes Sénégalais partiront en Espagne avec des documents réguliers».

Cette volonté de retenir des jeunes sénégalais chez eux est souvent appuyée par des organismes espagnols, c'est le cas de la Société espagnole AGROCOMERMANCHA qui a décidé d'investir environ 4 milliards de francs CFA au Sénégal pour freiner l'émigration clandestine. Cette société s'est récemment installée à Ross Béthio dans la vallée du fleuve Sénégal. Elle se consacre à la production et à l'exportation du melon et d'autres produits agricoles. Selon José Antonio Gonzalez, l'administrateur de la société :

« Cet investissement va générer des milliers d'emplois et retiendra les jeunes. Les industriels de ladite société ont déjà effectué une visite de travail et de prospection dans la communauté rurale concernée : Notre ambition est de contribuer au développement agricole du Sénégal car les autorités gouvernementales ont fourni des efforts considérables dans ce domaine. Elle va également participer à la formation des jeunes Sénégalais dans des techniques modernes d'agriculture en Espagne comme au Sénégal ».

Au Sénégal, des artistes et des ONG internationales s'engagent quotidiennement dans la lutte contre ces migrations irrégulières mais elles sont souvent seules sur le terrain. Ainsi, faut-il soutenir que la migration irrégulière avec le « phénomène des pirogue » a plus bénéficié d'une réplique politique qu'une réelle réponse politique ?

## Bibliographie

- BREDELOUP, Sylvie. 1993. « Les migrants du fleuve Sénégal : À quand la "Diams'pora" ? », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 9, n°1.
- BALANDIER, Georges. 1985. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 311 p.
- DAUM, Christophe. 1991. *Les gens du fleuve en France, Du foyer au village. Associations immigrées et transformations dans la vallée du fleuve Sénégal*, Paris, OCDE.
- DIARRA, Sadio. 1968. « Les travailleurs africains noirs en France », *Bulletin IFAN*, Tome XXX, Série B, n°3.
- MOTTURA, G. 1992. *L'arcipelago immigrazione. Caratteristiche e modelli migratori dei lavoratori stranieri in Italia*, Roma, Ediesse.
- POIRET, Christian. 1996. *Familles africaines en France*, Paris, L'Harmattan, 448 p.
- République du Sénégal. Ministère de l'Economie et des Finances. Direction de la Prévision et de la Statistique. 2004. *Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM 2)*, 260 p.
- ROBIN, Nelly. 1992. « L'espace migratoire de l'Afrique de l'Ouest : panorama statistique », *Hommes et Migrations*, n°1160, décembre, pp. 6-15.
- SAYAD, Abdelmalek. 1999. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, Collection Liber.
- SCHMIDT DI FRIEDBERG, Ottavia. 1993. « L'immigration africaine en Italie : le cas sénégalais », *Etudes Internationales*, vol. 24, n°1, mars, pp. 127-137.
- TALL Serigne Mansour, 2008, « La migration internationale sénégalaise : des recrutements de main-d'œuvre aux pirogues », in Momar Coumba DIOP, *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*, Paris, KARTHALA-CREPOS-UN Habitat, pp. 13-36.
- TANDIAN, Aly. 2008. « Identités, réseaux et reconfiguration des territoires migratoires des populations sénégalaises », *Second Nomibe International Seminar with Experts from the countries of origin*, Belgian Federal Science Policy Office. Bruxelles 1er février.
- TANDIAN, Aly. 2007. *La emigración ilegal de la población senegalesa hacia las Canarias*, Fondation Empresa, Universidad de la Laguna, España, 20 p.
- TANDIAN, Aly. 2007. « "Barça ou Barsaax" (Aller à Barcelone ou mourir) : le désenchantement des familles et des candidats à la migration », *DIASPORAS. Histoire et Sociétés*, n°9, pp. 124-137.
- TANDIAN, Aly. 2003. « *Des migrations internationales à la question identitaire. Redéfinition de statuts des migrants et évolution des identités féminines dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal* », Lille, Atelier National de la Reproduction des Thèses, 440 p.
- TARRIUS, Alain. 2001. « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 17, n°2, pp. 37-61.